

*Impôt sur le revenu—Loi*

installations de service sont encore à exécuter des contrats adjugés il y a plus d'un an et prévus au budget de l'an dernier? Que se passera-t-il quand il n'y aura plus de nouveaux contrats et que les budgets des années à venir auront subi des réductions? Un Canadien membre du gouvernement de notre pays devrait assurément faire preuve d'un plus grand sens de ses responsabilités. Jamais dans notre histoire un gouvernement a-t-il autant conduit notre pays vers la catastrophe que ne le fait maintenant ce groupe de personnes, même s'il ne le fait peut-être pas intentionnellement, volontairement ou encore consciemment.

Après les dernières élections, alors que son parti n'avait pas réussi à faire élire beaucoup de ses représentants dans l'Ouest du Canada, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'il tiendrait compte de ce que lui diraient les élus de cette région. Ce n'est pourtant pas ce qu'il fait, monsieur l'Orateur. Il ne fait pas attention à ce que nous essayons de dire au gouvernement. Il laisse ses ministres continuer dans la voie qu'ils ont empruntée et qui nous mènera à la catastrophe. Quel malheur qu'il refuse de nous écouter et de prendre garde. Pourquoi ne va-t-il pas voir les habitants de l'Ouest sur place au lieu d'y envoyer un ministre qui, il le sait, ne changera pas son fusil d'épaule? Tout cela signifie qu'en fin de compte, le gouvernement canadien n'aura pas certaines recettes fiscales dont il a besoin pour maintenir le pays en activité. Nos possibilités sont immenses. Nous avons un déficit de 17 milliards de dollars sur les produits manufacturés. Il faut que cela change. Nous avons un million de chômeurs qui ne payent pas d'impôt sur le revenu parce qu'il n'y a pas d'emploi disponible pour eux. Il y a quelque chose qui cloche dans ce régime fiscal.

Il convient à mon sens de signaler au ministre certaines erreurs dans un autre domaine; il s'agit d'omissions. L'injustice peut venir parfois d'omissions aussi bien que de commissions. Ce que je tiens à signaler au ministre, c'est qu'il n'est nullement question dans les 224 pages du bill C-54, de l'impôt sur les gains en capital dans les entreprises agricoles familiales. On en a discuté à la Chambre aujourd'hui; les journaux en ont parlé.

● (1640)

Pour certains députés, surtout parmi les Néo-démocrates, la notion de propriété n'a aucune importance, mais dans l'Ouest, nous sommes fiers de posséder des biens. Chacun devrait se rendre compte que c'est la propriété privée qui fait la force de l'Ouest. Une des choses les plus dangereuses qui puisse arriver à un pays c'est de laisser le régime fiscal enlever le bien des gens.

Le meilleur exemple que je pourrais donner, je pense, même si je m'écarte un peu du sujet, c'est celui de la Saskatchewan où de jeunes agriculteurs vendent leur propriété au gouvernement, pour pouvoir rembourser leurs dettes sur leur équipement, puis louent leur terre du gouvernement.

Une des choses les plus dangereuses qui puisse arriver dans une société, c'est de laisser l'État posséder les terres qui servent à produire des aliments. Il faut bien s'en rendre compte. Il suffit de jeter un coup d'œil dans les autres pays du monde. L'État peut être propriétaire d'un bâtiment tandis que l'immeuble voisin appartiendra à des intérêts privés; les gens peuvent déménager de l'un à l'autre à leur guise. Par contre, si on laisse l'État accumuler des propriétés, on se place dans une

situation dangereuse. Voilà la voie dans laquelle s'oriente le gouvernement.

Quand je parle d'omission, je veux dire qu'il n'est pas question de supprimer l'impôt sur les gains en capital lorsqu'un agriculteur cède sa terre à un autre. Au bout de plusieurs années, nous avons réussi à gagner quelques avantages à cet égard, dans un effort pour assurer la survie de la ferme familiale, car c'est elle qui fait la force de notre communauté, mais il reste encore beaucoup de chemin à faire. De nombreux agriculteurs sont coincés dans des sociétés. Lorsqu'ils ont constitué une société, qu'il s'agisse du père, de la mère, de la fille ou du fils, en laissant la terre en-dehors de cette société, ils ne se sont pas rendu compte que la loi actuelle ne leur permettait absolument pas de céder ces terres sans payer l'impôt sur les gains en capital.

Et les gens qui prennent leur retraite alors qu'ils ont probablement investi dans leur terre tout ce qu'ils ont gagné au cours de leur vie? Quand vient le moment de prendre leur retraite et de vendre ou de céder leur terre à un membre de la famille qui n'est pas agriculteur, quelqu'un doit payer l'impôt sur les gains en capital. Et le couple qui a acheté une maison en vue de sa retraite et qui la loue dans l'intervalle, pour en tirer un petit revenu? Quand vient le moment de quitter la terre et de s'installer dans sa maison en ville, il doit payer des impôts sur les gains en capital non seulement sur la ferme, mais aussi sur la maison dans laquelle il déménage. Je ne trouve pas que ce soit juste.

J'espère que le ministre interviendra pour remédier à cette situation agaçante qui suscite des difficultés aux gens de l'Ouest qui ont consacré toute leur vie à l'avancement du pays. Ils n'ont vraiment pas reçu grand-chose en retour parce que les dollars qu'ils ont gagnés dans leur jeunesse n'ont pas grande valeur aujourd'hui. Si on considère qu'ils doivent payer un impôt sur les gains de capital de la propriété qu'ils vendent et qu'ils doivent ensuite payer des prix exorbitants dus à l'inflation pour s'acheter une maison, on se rend compte qu'on leur impose vraiment des privations. Un grand nombre de Canadiens éprouvent beaucoup d'animosité et d'insatisfaction. Nous négligeons de prendre un grand nombre de mesures qui s'imposent. Je demande instamment au ministre de s'en rendre compte. Nous demanderons sans doute au gouvernement de nous dire ce qu'il entend faire à ce propos.

J'espère que nous irons un peu plus loin que ne l'a laissé prévoir le vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen) dans le discours du trône quand il a dit qu'il y aurait un livre blanc et une autre étude. Nous n'avons besoin ni d'un autre livre blanc ni d'une autre étude. Nous connaissons quelle solution il faut adopter. Il suffit que le gouvernement intervienne pour corriger ces anomalies qui sont une source de difficulté pour ces gens. Le premier ministre a dit qu'il écouterait. J'espère que le ministre lui transmettra ce message. Tâchons de remettre le pays sur la voie de la prospérité. De nombreuses occasions s'offrent à nous de faire progresser et avancer le pays. Nous avons beaucoup de travail à faire.

J'ai remarqué l'autre jour que le nombre d'emplois dans les exploitations agricoles diminuait partout au Canada. Cela vient de ce que les agriculteurs éprouvent des difficultés et qu'ils commencent d'abord par réduire leurs frais de main-d'œuvre. Il est bien évident qu'ils commenceront par renvoyer